

La police burundaise arrête des administrateurs locaux accusés de corruption

@rib News, 19/07/2020 Source Reuters La police du Burundi a arrêté 12 personnes, dont des administrateurs locaux, pour avoir volé de leurs biens des résidents revenant de la Tanzanie voisine, a-t-on appris de source policière.

Les arrestations ont eu lieu dans la province de Makamba (nord), deux jours après que le ministre de la Sécurité, Gervais Ndirakobuca, ait mis en garde la police et les responsables de l'administration contre les pots-de-vin et autres pratiques de corruption. Le porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye, a déclaré que parmi les 12 personnes arrêtées figuraient trois fonctionnaires de l'administration. "Ils ont volé leurs victimes de leurs biens et de leur argent. Et ceux qui se sont échappés ont payé des sommes exorbitantes comme frais de transport pour atteindre leurs villages d'origine", a-t-il déclaré dans des commentaires diffusés à la télévision d'Etat. Le nouveau président du Burundi, Evariste Ndayishimiye, a pris ses fonctions le mois dernier en promettant d'unifier le pays et de faire respecter les droits des citoyens. Les groupes de défense des droits ont accusé les administrateurs locaux, les services de sécurité et la branche jeunesse du parti au pouvoir de torture, de viols collectifs et de meurtres d'opposants politiques. Le gouvernement a rejeté ces accusations.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});